

Crise des médias et géants du web:

**LE BLOC QUÉBÉCOIS DÉNONCE LE MANQUE DE COURAGE
DES AUTRES PARTIS FÉDÉRAUX DANS CE DOSSIER**

Crise des médias et géants du web:

**LE BLOC QUÉBÉCOIS DÉNONCE LE MANQUE DE COURAGE
DES AUTRES PARTIS FÉDÉRAUX DANS CE DOSSIER**

J'ai fait écho aux propos de mon collègue de Drummond et porte-parole du Bloc Québécois (tag) en matière de communications, M. Martin Champoux (tag), qui, le 16 février dernier, a vertement dénoncé l'immobilisme d'Ottawa face à la crise que traversent les médias québécois et canadiens, surtout les médias écrits.

Nous avons été particulièrement irrités par le fait qu'une motion déposée par le Bloc Québécois reconnaissant le travail journalistique et demandant une meilleure distribution des revenus publicitaires n'a pas réussi à recueillir l'appui unanime de tous les partis représentés à la Chambre des communes, alors que, le matin même, les médias avaient lancé un cri du cœur dans le cadre d'un rare front commun de leur part.

Cette motion demandait à la Chambre de réclamer du gouvernement qu'il agisse afin de mettre en place un système juste et équitable de partage des revenus, reconnaissant que ces revenus étaient générés grâce aux contenus développés par les médias québécois et canadiens. Elle n'a toutefois pas été adoptée, le parti conservateur lui ayant refusé son appui...

«Devant une crise, il faut prendre des mesures urgentes et le fédéral est immobile. Aujourd'hui, tous les éditeurs du Québec exigent qu'Ottawa corrige la profonde iniquité entre les géants du Web et nos médias dans les revenus publicitaires tirés du partage du travail de nos créateurs de contenu sur les plateformes numériques», a dénoncé M. Champoux.

Le travail des journalistes est essentiel, même pour les géants du web, qui relaient le fruit de leur travail sans leur verser un sou. Ils font donc une très bonne affaire, puisqu'ils n'ont pas à investir dans le développement d'une partie des contenus qu'ils diffusent, et ce, tout en étant à l'abri des taxes et impôts! Que demander de plus! Or, pendant ce temps, les médias traditionnels doivent assumer toutes les charges fiscales et financières, en plus de devoir faire face, entre autres, à l'augmentation galopante du coût du papier et à la concurrence déloyale de ces mêmes géants du web au chapitre des revenus publicitaires. Assez, c'est assez; il en va de l'accès du public à une information de qualité, voire même de la vitalité de notre démocratie.

Malgré une crise qui dure depuis plus de 15 ans et une industrie encore plus fragilisée par la pandémie, le fédéral dit encore étudier, attendre et s'inspirer de ce qui se fait ailleurs avant de passer à l'action...

Le gouvernement fédéral doit mettre un terme à ses incessants atermoiements, car il y a péril en la demeure. Ottawa doit s'assurer que l'environnement compétitif dans lequel doivent évoluer nos médias soit équitable et que ceux-ci ne soient pas indûment désavantagés, comme c'est le cas présentement. Les conditions doivent être les mêmes pour tous les joueurs, ce qui veut dire que les géants du web doivent payer pour les contenus qu'ils véhiculent, contribuer à un fonds destiné à la production médiatique et culturelle, ainsi que faire leur part en acquittant rubis sur l'ongle les taxes et impôts qui incombent à toutes les entreprises qui opèrent sur le territoire canadien», conclut Stéphane Bergeron.



COMMUNIQUÉ DE PRESSE POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Source: Pascale Guilbault, agente de communications
Bureau du député Stéphane Bergeron
@ pascale.guilbault.349@parl.gc.ca
☎ 450 922-BLOC (2562)